

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Prestation de traiteur pour l'EPA Euroméditerranée

Lot 3 : Cocktails et buffets

Caractéristiques principales des contrats



Accord-cadre à bons de commande avec un montant maximum annuel de 40 000 € HT



Durée de 12 mois reconductible 2 fois



Révision annuelle des prix

Sommaire

Article 1 – Dispositions générales	3
Article 2 – Pièces contractuelles du marché	3
2.1 Pièces particulières	3
2.2 Pièces générales	3
Article 3 – Clause de réexamen	3
3.1 Prestations supplémentaires ou modificatives	3
3.2 Augmentation du montant maximum	3
Article 4 – Dispositions financières	4
4.1 Forme des prix	4
4.2 Avance	4
4.3 Modalités de règlement	4
4.3.1 Périodicité des acomptes	4
4.3.2 Délai de paiement	4
4.3.3 Contenu des factures	5
4.3.4 Transmission des factures	5
4.4 Variation des prix	5
4.5 Modification du bon de commande	6
Article 5 – Exécution et périmètre des prestations	6
5.1 Equipe dédiée et modification	6
5.2 Délais d'exécution	7
5.3 Dérogation au principe d'exclusivité	7
5.4 Contrôle de l'exécution des prestations	8
5.5 Décision après vérification	8
5.6 Pénalités	8
Article 6 – Dérogations au CCAG FCS	9

Article 1 – Dispositions générales

Le marché est conclu avec
un unique titulaire
(monoattributaire)

Il est conclu pour une durée
d'un an, à compter de sa
date de notification, et
reconductible 2 fois

Il s'exécute par **bons de
commande** avec un
**montant maximum annuel
de 40 000 € HT**

Article 2 – Pièces contractuelles du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

2.1 Pièces particulières

- L'Acte d'engagement ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires ;
- Le présent Cahier des clauses administratives particulières ;
- Le Cahier des clauses techniques particulières ;
- Le Mémoire technique.

2.2 Pièces générales

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures et services (CCAG-FCS) tel qu'approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;

Le CCAG-FCS, bien que non joint au présent marché, est réputé connu des parties.

Les dérogations au CCAG-FCS sont récapitulées à l'article 6 du présent CCAP.

En cas de contradiction, ou de différence, entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Article 3 – Clause de réexamen

Le marché peut être modifié lorsque les modifications, quel que soit leur montant, répondent aux conditions suivantes :

3.1 Prestations supplémentaires ou modificatives

Euroméditerranée pourra solliciter le titulaire pour la réalisation de prestations supplémentaires ou modificatives qui ne figurent ni au BPU ni au catalogue de l'entreprise.

La demande et le prix associé seront adressés par ordre de service conformément aux dispositions prévues à l'article 23 du CCAG FCS.

3.2 Augmentation du montant maximum

En cas d'évolution des besoins et d'augmentation des quantités nécessaires à la réalisation des prestations, induisant un dépassement certain du montant maximum initialement fixé, ce dernier pourra

être revu à la hausse dans les conditions définies ci-après.

L'augmentation sera ainsi plafonnée à 20% du montant maximum annuel prévu.

Etant précisé que la mise en concurrence a bien été réalisée sur la base du montant global comprenant l'impact financier d'une éventuelle application de la présente clause.

Le pouvoir adjudicateur en informera le titulaire dans un délai de quinze jours au maximum suivant la survenance de l'événement générateur nécessitant la revoyure du montant maximum.

Le titulaire se trouvera ainsi engagé sur ce nouveau montant maximum aux prix du marché tels que prévus dans le BPU, le cas échéant, révisé.

La mise en œuvre de cette clause dans les conditions susmentionnées ne nécessite pas la conclusion d'un avenant et pourra intervenir à chaque période d'exécution du contrat.

Article 4 – Dispositions financières

4.1 Forme des prix

L'accord-cadre est passé à prix unitaires.

Prestations définies au BPU	Les prestations sont réglées en affectant les prix unitaires du BPU aux quantités réellement commandées par l'EPAEM.
Commandes sur catalogue	L'EPAEM a la possibilité de commander des prestations sur le catalogue fournisseur, après déduction de la remise indiquée au BPU le cas échéant. Le taux de remise est fixé pour toute la durée du marché. Les commandes sur catalogue sont limitées à 20% du montant maximum annuel.

4.2 Avance

Aucune avance ne sera versée.

4.3 Modalités de règlement

4.3.1 Périodicité des acomptes

Après l'achèvement des prestations de chaque bon de commande, le titulaire remet sa demande de paiement correspondant au montant total du bon de commande.

4.3.2 Délai de paiement

Le délai global de règlement des prestations est de 30 jours maximum conformément à l'article R. 2192-11 du code de la commande publique.

Le délai court à compter de la réception de la facture sur la plate-forme "Chorus Portail Pro 2017".

Lorsque la date de fin d'exécution des prestations mentionnée sur la demande de règlement, est postérieure à la date de réception de ladite demande de règlement, cette date, validée par l'attestation du « service fait », marque le point de départ du délai de règlement.

Tout retard de paiement ouvre droit au versement d'intérêts moratoires au titulaire et au sous-traitant, conformément aux articles R. 2192-31 et R. 2192-32 du Code de la commande publique.

4.3.3 Contenu des factures

Les situations seront établies conformément au modèle agréé par l'EPAEM et feront apparaître séparément :

Contenu des demandes de paiement
Intitulé et numéro de l'accord-cadre
Numéro d'engagement juridique (bon de commande)
Désignation des prestations exécutées
Montant des prestations exécutées en € HT, hors TVA et hors révision de prix Celui-ci doit être détaillé par co-traitant. En cas de sous-traitance, la nature et le montant des prestations sous-traitées doivent être indiqués et une attestation de paiement jointe.
Montant cumulé des précédents acomptes le cas échéant
Taux de TVA applicable
Dates de réalisation des prestations

Les factures ne devront pas faire apparaître de révision des prix, celle-ci étant calculée par la direction des finances.

Dans le cas d'un groupement d'entreprises, les factures des cotraitants doivent impérativement être validées par le mandataire du groupement.

En cas de sous-traitance, une attestation de paiement direct doit être jointe.

4.3.4 Transmission des factures

Les factures sont établies au nom de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée et doivent être transmises sous forme électronique via le portail Chorus Pro, solution mutualisée mise à disposition par l'Etat : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations particulières nécessaires à la transmission des factures via Chorus Pro sont :

- numéro de SIRET de l'EPAEM : 40413229200024
- numéro d'engagement : le n° du bon de commande.

4.4 Variation des prix

Les prix du présent marché sont révisables, dans les conditions suivantes :

- la révision de prix sera effectuée à l'issue de périodes successives de 12 mois, la première révision intervenant 12 mois après la date T0 de notification du marché.
Pour la partie « accord-cadre », les prix ainsi révisés seront considérés comme des prix fermes applicables à l'ensemble des bons de commande notifiés pendant une période de 12 mois débutant 1 mois après la date à laquelle la révision a été effectuée ;
- la formule applicable est la suivante :

$$P_n = P_o \times [0.15 + 0.85 (A_n / A_o)]$$

dans laquelle:

- P0 = prix initiaux du marché, établis aux conditions économiques du mois M0 correspondant à la date limite de remise des offres ;
- Pn= prix révisé ;
- A = = Services de traiteurs – Base 2015 – Données trimestrielles brutes – Identifiant INSEE 010546145
- A₀= valeur de l'indice A lue au trimestre correspondant au mois M0 ;
- A_n= dernière valeur définitive connue de l'indice A lue à T0 + 11 mois (première révision), T0 + 23 mois (deuxième révision).

Le coefficient de révision ainsi calculé est arrondi au millième supérieur, et les prix du bordereau des prix unitaires sont arrondis au centime d'euro supérieur.

Dans le cas de disparition d'indice, un nouvel indice de substitution préconisé par l'organisme qui l'établit sera de plein droit applicable.

Dans le cas où aucun indice de substitution ne serait préconisé, les parties conviennent que la substitution d'indice sera effectuée par avenant. Il s'agit d'une clause de réexamen conclue conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique.

4.5 Modification du bon de commande

Un bon de commande peut être modifié sans frais par l'EPAEM sous réserve que la modification intervienne dans un délai de 24 heures maximum avant la date d'exécution souhaitée.

En cas de modification du contenu d'un bon de commande, un rectificatif est notifié au titulaire par l'EPAEM dans les plus brefs délais. Le titulaire devra alors prendre immédiatement les dispositions idoines pour mettre en œuvre les modifications demandées.

Article 5 – Exécution et périmètre des prestations

5.1 Equipe dédiée et modification

Le titulaire s'engage à affecter, pendant toute l'exécution du marché, l'équipe dédiée telle que présentée dans son mémoire technique et dont les curriculum vitae auront été joints.

Ainsi, les prestations doivent être exécutées par les personnes nommément désignées.

Si une des personnes n'est plus en mesure d'accomplir les prestations, le titulaire doit :

- En aviser par écrit (mail), sans délai, l'EPAEM et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- Proposer au pouvoir adjudicateur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes en fournissant le CV de ce dernier, dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par l'EPAEM, si celui-ci ne le refuse pas dans le délai 7 jours ouvrés à compter de la réception de la proposition de remplaçant par le

titulaire. Toutefois, l'EPAEM se réserve la possibilité de récuser le remplaçant proposé, avec justifications. Dans ce cas, le titulaire dispose d'un délai de 7 jours ouvrés à compter du rejet formalisé par écrit pour proposer un autre profil.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par l'EPAEM, le titulaire encourt l'application d'une pénalité telle que prévue au présent CCAP.

De plus, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, si, lors de la réalisation des prestations, l'EPAEM juge que le comportement ou les compétences d'un intervenant ne sont pas conformes aux engagements pris par le Titulaire dans son offre ou ne correspondent pas aux qualifications requises pour la bonne réalisation des prestations objets du présent marché, l'EPAEM pourra réclamer, par courriel la présentation sous sept (7) jours calendaires d'un remplaçant, pour procéder à sa validation. Ce délai peut être réduit à 24H si le motif provient d'un non-respect caractérisé des clauses du présent marché, ou en cas de faute grave caractérisée.

5.2 Délais d'exécution

Les prestations doivent être exécutées aux dates et heures indiqués dans le bon de commande en respectant les contraintes ci-dessous :

Lots 1 et 3	La livraison et l'installation des buffets doit être effectuée 1 heure avant l'horaire prévue . Le prestataire est tenu d'assurer les livraisons à toute heure de la journée.
Lot 2	La livraison des plateaux-repas doit être effectuée 30 minutes avant le début de la réunion.

Lors de chaque livraison, le titulaire devra indiquer l'heure de passage prévue pour le débarrassage et la récupération du matériel, afin de permettre à l'EPAEM d'organiser les modalités de remise en état des lieux.

En cas de non-respect des délais d'exécution, le titulaire encourt l'application de pénalités pour retard telles que prévues au présent CCAP.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG-FCS, en cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'un bon de commande, le Titulaire en avertit, dans les plus brefs délais, le service émetteur du bon de commande. A ce titre, il dispose d'un délai maximum de 2 jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande pour informer de ces difficultés.

Dans ce délai, le titulaire adresse au service susmentionné, un courriel de confirmation motivé explicitant de manière détaillée et vérifiable la nature de ces difficultés. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution.

Le RPA prendra alors la décision de :

- accepter le retard de livraison ;
- accepter une livraison partielle ;
- différer la date de livraison à une date définie ;
- annuler partiellement ou totalement la commande.

5.3 Dérogation au principe d'exclusivité

L'EPAEM se réserve la possibilité de recourir à des tiers pour l'exécution des prestations prévues au présent accord-cadre et ce, sous dans la limite de 5 % du montant maximum annuel.

L'EPAEM pourra notamment faire appel à un tiers pour un besoin très spécifique ou si le titulaire n'est pas en mesure de respecter les délais prévisionnels d'exécution.

Toutefois, cette clause n'aura pas vocation à s'appliquer pour des prestations organisées dans le cadre d'ateliers de concertation ou d'autres événements, nécessitant des animations culinaires culturelles en lien avec le territoire, et organisés par l'EPAEM (repas élaborés par des habitants sur des thèmes particuliers...).

5.4 Contrôle de l'exécution des prestations

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées par un représentant du pouvoir adjudicateur au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution du service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28 du CCAG-FCS.

5.5 Décision après vérification

En l'absence de décision de l'acheteur, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date d'exécution, l'admission est réputée acquise.

Lorsque les prestations effectuées ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, l'EPAEM peut appliquer une admission des prestations avec réfaction qui consiste en une réduction de 10 % du montant du bon de commande.

5.6 Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1. du CCAG FCS, les pénalités suivantes s'appliquent en cas de manquement aux obligations contractuelles :

Retard dans la prise de service ou l'exécution de la prestation		
Retard dans la livraison ou l'exécution de la prestation	Suivant les délais mentionnés dans le bon de commande	100 € par quart-d'heure de retard. Au-delà d'une heure, fera l'objet d'une réfaction
Retard dans la proposition d'un remplaçant suite à un changement dans l'équipe dédiée		50 € par jour calendaire de retard
Défaut de comportement, de tenue...		
Défaut de comportement ou tenue pour les prestations avec personnel de restauration		50 € par constat
Autres pénalités		
Absence de communication d'une anomalie ou d'un incident survenu dans l'exécution des prestations		100 € par manquement
Absence de respect de la procédure prévue à l'article 7 du CCAP en cas de modification dans l'équipe dédiée		100 € par manquement

Les pénalités sont déclenchées sans mise en demeure préalable, à compter du manquement constaté notifié au titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.3. du CCAG FCS, les pénalités sont dues dès le 1er euro.

Les pénalités ne sont pas plafonnées.

Article 6 – Dérogations au CCAG FCS

Article du présent CCAP	Article du CCAG FCS auquel il est fait dérogation	Objet
5.1	3.4.3	Modification dans l'équipe dédiée
5.2	27 à 29	Opération de vérification et décision
5.5	14.1 ; 14.1.2 ; 14.1.3	Pénalités pour retard